

## Interview

# «Le projet européen va bien au-delà de l'euro»

**Pour José Maria Gil-Robles, l'Europe sortira renforcée de la crise de la monnaie unique**

**Bernard Bridel**

Président de la Fondation Jean-Monnet pour l'Europe, à Dorigny, ancien président du Parlement européen, l'Espagnol José Maria Gil-Robles donnera une conférence sur l'avenir de l'Europe face à la crise, aujourd'hui à 17 h à l'Université de Lausanne. Entretien avec un optimiste réaliste.

**Le sommet de Bruxelles a-t-il «officialisé» une Europe à trois vitesses: la zone euro, les autres, et la Grande-Bretagne?**

Je parlerais plutôt d'une seule Europe avec des traînants. Il y a un grand noyau avec des pays qui ont vocation à entrer dans l'euro, puis la Grande-Bretagne et les quelques pays de l'Espace économique européen, ou en relation bilatérale, comme la Suisse.

**L'Europe arrive-t-elle ainsi à avancer quand même?**

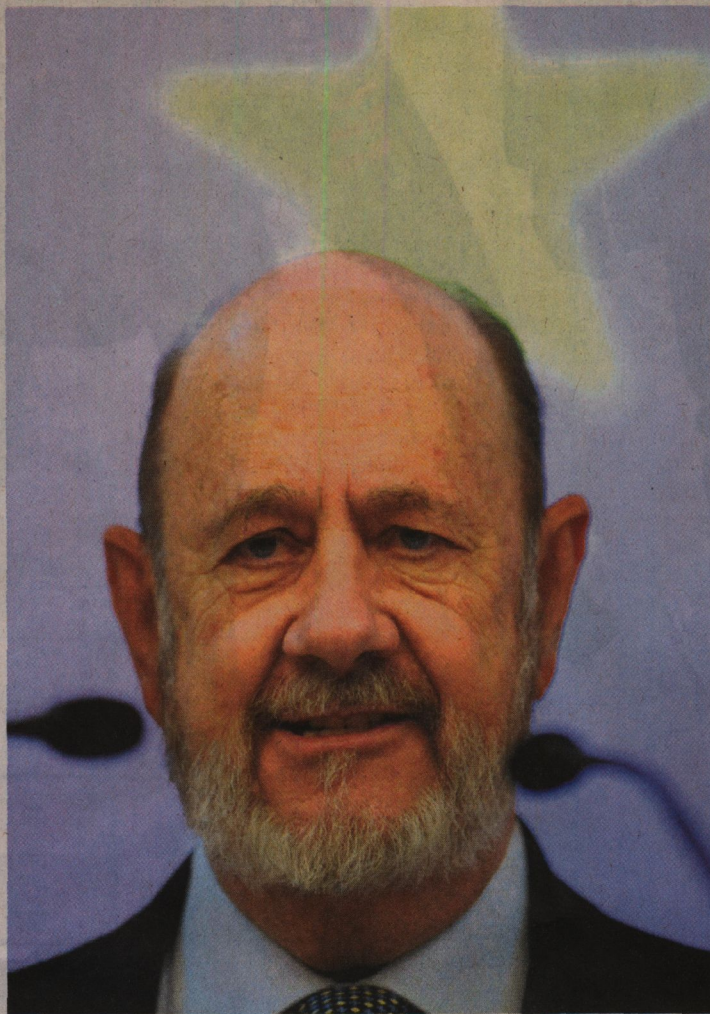
Oui, en utilisant la même méthode que Jean Monnet avait dû choisir en 1950, quand les Britanniques avaient dit non à la Communauté du charbon et de l'acier. Il avait fallu décider entre avancer sans eux, en espérant les récupérer un jour, ou ne rien faire du tout.

**Peut-on imaginer une sortie de la Grèce de l'euro sans remettre en cause tout le projet européen?**

Oui. D'abord, parce que l'euro a déjà prouvé qu'il pouvait fonctionner sans la Grèce, puisqu'il a démarré sans elle. Deuxièmement, parce que le projet européen va bien au-delà de l'euro. L'euro est un lien puissant, mais il n'est pas la raison d'être de l'Europe.

**Si la Grèce sortait de l'euro, peut-on imaginer, après le no de David Cameron à un nouveau traité, que le Royaume-Uni sorte de l'UE?**

Il y a toujours eu des milieux puissants en Grande-Bretagne qui se sont efforcés d'élargir la Manche et de rétrécir l'Atlantique. Toutefois je ne pense pas qu'on arrivera à la rupture. Les Britanniques sont bien trop conscients des avantages que le grand marché représente pour eux. Mais, comme toujours avec eux, ce sera une négociation dure et longue.



Pour José Maria Gil-Robles: «L'euro a déjà prouvé qu'il pouvait fonctionner sans la Grèce, puisqu'il a démarré sans elle.» KEYSTONE

**«L'éternel dilemme de l'Europe, c'est se renforcer ou se dissoudre»**

José Maria Gil-Robles

**La crise de la dette n'a-t-elle pas révélé l'hypocrisie d'Etats qui, comme la France, violent depuis des années les critères de Maastricht et donnent aujourd'hui des leçons?**

La Rochefoucauld disait que l'hypocrisie est un hommage que le vice rend à la vertu. Mais ce sont aussi les plus grands pécheurs qui font les meilleurs convertis.

**Pourtant, c'est bien sous Sarkozy que la France a creusé ses déficits?**

La France a un gros problème du fait qu'elle est l'une des fondatrices de l'UE. Mais, depuis lors, les Français sont tiraillés entre la nostalgie de leur grandeur passée et la nécessité de faire l'Europe. Espérons que la prochaine élection présidentielle sera l'occasion pour eux de réaffirmer leur volonté d'être en Europe.

Mais ce n'est pas garanti: ils doivent encore en discuter avant de voter!

**La crise que traverse l'Europe n'est-elle pas due au déficit démocratique dénoncé par beaucoup? N'est-il pas temps de consulter les Européens?**

On dénonce le déficit démocratique quand il n'y a plus d'occasion de voter sur des questions européennes. Mais souvenez-vous: on a pu voter sur la Constitution. Puis, il y a eu les élections européennes, qui ont eu lieu quand la crise était déjà là. C'était le moment de choisir entre la rigueur et la fuite en avant. C'est la rigueur qui a emporté la majorité au Parlement européen. Et puis, dans les pays soumis à des mesures d'ajustement - Irlande, Portugal, Espagne - il y a eu des élections. Et partout, les partisans des orientations politiques de Bruxelles l'ont emporté. On peut se gargariser de l'idée qu'il faudrait un référendum européen. Mais on ne fait pas un référendum sur le New Deal ou des orientations politiques. Les élections sont là pour ça. Il fallait en profiter.

**Il a fallu que l'ancien chancelier Helmut Schmidt sorte de son**

silence, au congrès du SPD à Berlin, pour qu'on entende enfin un discours visionnaire. L'Europe d'aujourd'hui manque-t-elle de visionnaires à la Monnet, Adenauer, Kohl ou Delors?

Les dirigeants actuels sont en train de prendre des décisions de très longue portée, décisions que les grands noms que vous avez mentionnés n'ont pas pu prendre car les circonstances ne le permettaient pas. Les leaders d'aujourd'hui doivent les prendre dans la tourmente, ce qui exige du courage politique.

**Que penser de la fadeur des dirigeants de l'UE que sont Barroso et Van Rompuy? Quand ce dernier assure que 2011 sera considéré un jour comme *annus mirabilis* (une année miraculeuse) pour l'Europe, c'est de l'humour belge?**

Je serais tenté d'applaudir Van Rompuy! Je pense qu'avec Barroso il a su tirer son épingle du jeu, en toute discrétion. Et il n'a pas été trop mauvais jusqu'ici.

**Qu'auraient dit et fait les pères fondateurs de l'Europe aujourd'hui?**

Ils savaient magnifiquement profiter des circonstances pour faire avancer la barque. A l'époque, il fallait de la hardiesse pour lancer leur projet. Eh bien, aujourd'hui tout comme alors, il faut de la hardiesse, ne pas se limiter au court terme, avoir des perspectives. L'éternel dilemme de l'Europe, c'est se renforcer ou se dissoudre. Je suis sûr qu'elle se renforcera.

**Que direz-vous à votre auditoire suisse, plutôt sceptique, pour lui donner envie de rejoindre l'Europe?**

La vérité! Et la vérité, c'est que l'Europe, depuis qu'elle a été lancée, est un processus qui se raffermi toujours plus. Ceux qui veulent rester en marge sont libres. Mais ils doivent comprendre qu'ils vont perdre chaque jour de l'influence, qu'ils vont devenir des satellites d'un grand ensemble. Si c'est ça, l'avenir que la Suisse veut, eh bien, elle doit continuer sa voie. En revanche, si elle veut vraiment exister parmi les autres et faire valoir le poids de son histoire, son savoir-faire et ses capacités démocratiques, alors il faut qu'elle prenne le risque de rejoindre l'ensemble.



Notre dossier

www.24heures.ch/  
crise-financiere